

Léon Trotsky
(1879-1940)

(août 1940)

“Les syndicats à l’époque de la décadence impérialiste”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Léon TROTSKY (1879-1940)

“**Les syndicats à l’époque de la décadence impérialiste**”. (1940)

Un article publié dans la revue **Socialisme 69, Revue du socialisme international et québécois**, no 19, octobre-décembre 1969, pp. 25-32.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

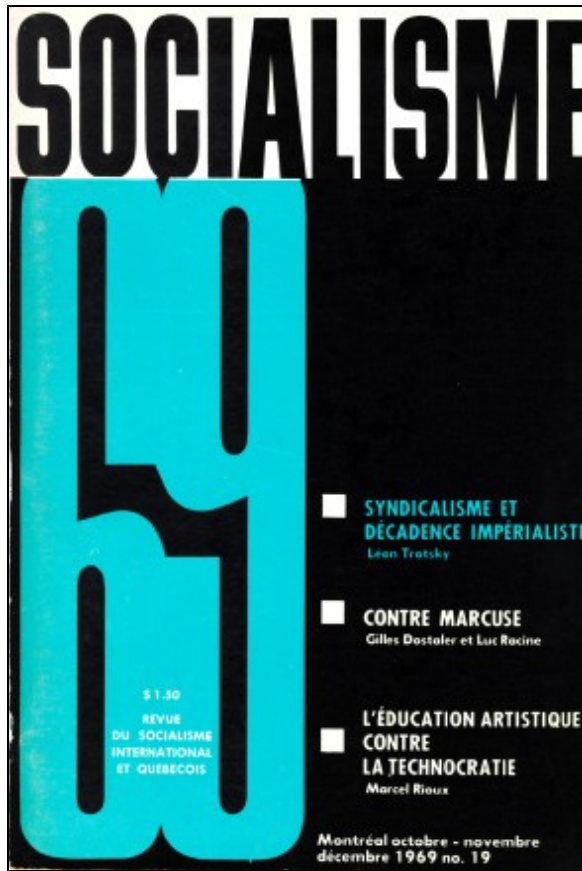
Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition numérique réalisée le 11 février 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Léon TROTSKY (1940)

“Les syndicats à l’époque
de la décadence impérialiste”.



Un article publié dans la revue **Socialisme 69**, **Revue du socialisme international et québécois**, no 19, octobre-décembre 1969, pp. 25-32.

Table des matières

[Introduction](#)

[Mots d'ordre pour l'indépendance des syndicats](#)

[Le capitalisme monopolisateur et les syndicats](#)

Léon TROTSKY (1879-1940)

“Les syndicats à l’époque de la décadence impérialiste”.

Un article publié dans la revue **Socialisme 69, Revue du socialisme international et québécois**, no 19, octobre-décembre 1969, pp. 25-32.

Ces notes furent trouvées sur le bureau de Léon *TROTSKY* au moment de son assassinat. Elles ne constituent que le brouillon inachevé de l'article qu'il préparait sur les caractéristiques générales du mouvement syndical à notre époque. Ce texte a été publié sous forme de tract à Paris en 1969, à partir d'une version anglaise dont la traduction est parfois imparfaite. Il est édité pour la première fois en français.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'État.

Ce processus est également caractéristique pour les syndicats neutres, sociaux-démocrates, communistes ou anarchistes. Ce fait seul indique que la tendance à fusionner avec l'État n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes à tous les syndicats.

Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée mais sur un commandement central. Les cliques capitalistes, à la tête de trusts puissants, des syndicats, des consortiums bancaires, etc... contrôlent la vie économique de la même hau-

teur que le fait le pouvoir d'État, et à chaque instant ils ont recours à la collaboration de ce dernier. A leur tour les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement uni au pouvoir. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes, c'est-à-dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée, la nécessité de s'adapter à l'État capitaliste et de lutter pour la coopération avec lui. Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à libérer l'État de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant de leur côté. Cette position est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière, qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste.

Dans leurs discours, les bureaucrates ouvriers font tout leur possible pour essayer de prouver à l'État "démocratique" combien ils sont convenables et indispensables en temps de paix et spécialement en temps de guerre. Par la transformation des syndicats en organes d'État, le fascisme n'invente rien de nouveau, il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes à l'impérialisme.

Les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont pas sous la domination d'un capitalisme indigène, mais de l'impérialisme étranger. Cependant ceci n'écarte pas, mais renforce au contraire le besoin de liens directs journaliers et pratiques entre les magnats du capitalisme et les gouvernements qui en fait dépendent d'eux - les gouvernements coloniaux et semi-coloniaux.

Puisque le capitalisme impérialiste crée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une couche d'aristocratie et de bureaucratie ouvrière, celle-ci sollicite le soutien des gouvernements coloniaux et semi-coloniaux comme protecteurs et tuteurs et parfois comme arbitres. Ceci constitue la base sociale la plus importante du caractère bonapartiste et semi-bonapartiste des gouvernements dans les colonies et en général dans les pays "arriérés". Ceci constitue également la base de la dépendance des syndicats réformistes vis-à-vis de l'État.

Au Mexique, les syndicats ont été transformés par la loi en institutions semi-étatiques et ont, par conséquent, assumé un caractère semi-totalitaire. L'étatisation des syndicats, suivant la conception des législateurs, fut introduite dans l'intérêt des travailleurs, avec le but de leur assurer une influence dans la vie gouvernementale et économique. Mais dans la mesure où le capitalisme impérialiste étranger domine l'État national et dans la mesure où il lui est possible de renverser la démocratie instable et de la remplacer par une dictature fasciste ouverte, dans cette mesure, la législation se rapportant aux syndicats peut facilement devenir une arme dans les mains de la dictature impérialiste.

Mots d'ordre pour l'indépendance des syndicats

[Retour à la table des matières](#)

De ce qui précède, il semble facile à première vue de tirer la conclusion que les syndicats renoncent à être des syndicats dans l'époque impérialiste. Ils ne laissent presque plus de place à la démocratie ouvrière qui, dans les bons vieux jours, quand le libre échange dominait sur l'arène économique, constituait le contenu même de la vie intérieure des organisations ouvrières. En l'absence de démocratie ouvrière, il ne peut y avoir une lutte libre pour exercer une influence sur les membres des syndicats. Et de ce fait, l'arène principale du travail révolutionnaire au sein des syndicats disparaît. Cependant, une telle position serait fondamentalement fautive. Nous ne pouvons pas choisir le champ et les conditions de notre activité pour suivre nos seuls désirs et aversions. C'est infiniment plus difficile de lutter pour influencer la masse ouvrière dans un État totalitaire ou semi-totalitaire que dans une démocratie ; cela s'applique également aux syndicats dans toute la mesure où elle reflète l'évolution des États capitalistes. Mais nous ne pouvons pas renoncer à travailler les ouvriers en Allemagne simplement parce que le régime totalitaire y rend un tel travail extrêmement difficile. Pour la même raison, nous ne pouvons pas renoncer à la lutte dans les organisations du travail obligatoire, créées par le fascisme. A plus forte raison, nous ne pouvons pas renoncer à un travail systéma-

tique au sein des syndicats d'un type totalitaire ou semi-totalitaire, simplement parce qu'ils dépendent directement ou indirectement de l'État ouvrier ou parce que la bureaucratie prive les révolutionnaires de la possibilité de travailler librement dans ces syndicats. Il est nécessaire de conduire la lutte sous toutes ces conditions concrètes, qui ont été créées par le développement précédent, y compris les fautes de la classe ouvrière et les crimes de ses chefs. Dans les pays fascistes et semi-fascistes il est impossible d'exécuter un travail révolutionnaire qui ne soit pas caché, illégal, conspirateur. Dans les syndicats totalitaires, il est impossible ou presque impossible d'exécuter un travail autre qu'un travail conspirateur. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays, afin de mobiliser les masses non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime. Le premier mot d'ordre pour cette lutte est : "complète ou inconditionnelle indépendance des syndicats vis-à-vis de l'État capitaliste". Ceci signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière.

Le second mot d'ordre est : "démocratie dans les syndicats". Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation, la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'État impérialiste ou colonial.

En d'autres mots, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts journaliers de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'État sur la vie des peuples et des classes.

Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au

contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre "démocratie" bourgeoise.

* * *

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continue des syndicats, et de leur intégration progressive dans l'État impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant et devient dans un certain sens même révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui se permet une position ultimatisée à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait tourné le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort.

* * *

Dans la mesure où le rôle principal dans les pays arriérés n'est pas joué par le capitalisme national mais par le capitalisme étranger, la bourgeoisie nationale s'occupe, pour ce qui est de sa position sociale, une situation inférieure à celle qui correspond au développement de l'industrie. Dans la mesure où le capital étranger n'importe pas de travailleurs mais prolétarise la population indigène, le prolétariat national joue rapidement le rôle le plus important dans la vie du pays. Dans ces conditions le gouvernement national, dans la mesure où il essaye de montrer de la résistance au capital étranger, est forcé de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat. Par contre les gouvernements de ces pays, qui considèrent comme inévitable, et comme plus profitable pour eux-mêmes, de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire. Ainsi la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement intérieur, le développement plus ou moins rapide du prolétariat ébranlent les fondements de tout régime démocratique stable. Les gouvernements des pays ar-

riérés, c'est-à-dire coloniaux ou semi-coloniaux, prennent un caractère bonapartiste ou semi-bonapartiste et différent les uns des autres en ceci que les uns essayent de s'orienter dans une direction démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière. Ceci également détermine le sort des syndicats. Ou bien ils se trouvent sous le patronage de l'État ou bien ils sont soumis à une cruelle persécution. Le patronage de l'État est dicté par deux tâches qui s'affrontent : premièrement se rapprocher de la classe travailleuse toute entière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives de l'impérialisme, deuxièmement discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie.

Le capitalisme monopolisateur et les syndicats

[Retour à la table des matières](#)

Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à se réconcilier avec l'indépendance des syndicats. Il réclame de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière. Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie ouvrière est supprimée et remplacée par les fascistes. Alors tous les efforts de l'aristocratie ouvrière, au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver longtemps de sa destruction.

L'intensification des contradictions de la classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, produits une situation dans laquelle le capitalisme impérialiste ne peut tolérer (c'est-à-dire à un certain moment), une bureaucratie réformiste que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le social-réformisme doit être transformé en social-impérialisme, dans le but de lui prolonger l'existence et rien de plus. Car en suivant cette voie il n'y a en général aucune issue.

Ceci signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste les syndicats indépendants sont en général impossibles ? Ce serait fondamentalement incorrect de poser la question de cette façon.

Impossibles sont les syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possibles sont les syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont pas des soutiens de la politique impérialiste mais qui se posent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans, l'action des organes de la révolution prolétarienne. Dans ce sens, le programme transitoire adopté par le dernier Congrès de la IV^e Internationale est non seulement le programme d'activité du parti mais dans ses lignes essentielles également le programme de l'activité syndicale. ¹

Le développement des pays arriérés présente un caractère combiné. En d'autres termes, le dernier cri de la technologie, de l'économie et de la politique impérialiste se combine dans ces pays à l'état arriéré et primitif traditionnel. Cette loi peut être observée dans les sphères les plus diverses du développement des pays coloniaux et semi-coloniaux, en incluant la sphère du mouvement syndical. Le capitalisme opère ici dans sa forme la plus cynique et la plus ouverte. Il transporte sur un terrain vierge les méthodes les plus perfectionnées de sa domination tyrannique.

Dans tout le mouvement syndical mondial on a pu observer durant la dernière période un glissement à droite et la suppression de la démocratie intérieure. En Angleterre le mouvement minoritaire dans les syndicats a été écrasé (non sans l'intervention de Moscou), les diri-

¹ Note du traducteur : a cet endroit, Trotsky avait laissé une place pour développer plus profondément le rapport entre l'activité des syndicats et le programme transitoire de la IV^e Internationale. Il est évident que cela implique également un argument puissant en faveur du mot d'ordre : instruction militaire sous contrôle des syndicats. L'idée suivante est explicite : ou bien les syndicats servent de sergents recruteurs pour l'armée et la guerre impérialiste, ou bien ils entraînent les travailleurs vers leur autodéfense et pour la révolution.

geants syndicaux sont aujourd'hui, spécialement sur le terrain de la politique étrangère, des agents soumis au parti conservateur.

En France, il n'y avait pas de place pour une existence indépendante des syndicats staliniens. Ils s'unirent aux soi-disant anarcho-syndicalistes sous la direction de Jouhaux, et comme résultat de cette unification, il y eut un déplacement général du mouvement syndical, non vers la gauche, mais vers la droite.

La direction de la C.G.T. est l'agence la plus directe et la plus ouverte du capitalisme impérialiste français. ²

Aux Etats-Unis, le mouvement syndical est passé par une période très mouvementée pendant ces deux dernières années. La montée du C.I.O. montre avec évidence les tendances révolutionnaires qui se manifestent dans les masses travailleuses. Cependant, remarquable et significatif au plus haut degré est le fait que la nouvelle organisation syndicale gauche à peine fondée tombait déjà sous la coupe de l'État impérialiste. La lutte entre les dirigeants de l'ancienne fédération et de la nouvelle, se réduit dans une large mesure à une lutte pour la sympathie et l'appui de Roosevelt et de son cabinet.

Non moins significatif, bien que dans un sens différent, est le développement ou la dégénérescence des syndicats espagnols. Dans les syndicats socialistes, tous les éléments dirigeants qui dans une certaine mesure représentaient l'indépendance du mouvement syndical furent mis à l'écart. Quant aux syndicats anarcho-syndicalistes, ils furent transformés en instruments de la bourgeoisie républicaine.

Leurs dirigeants devinrent des ministres conservateurs bourgeois. Le fait que cette transformation eut lieu pendant la guerre civile n'amointrit pas sa signification. La guerre est une continuation de la politique. Elle favorise les développements, met à nu leurs caractères fondamentaux, détruit tout ce qui est pourri, faux, équivoque et maintient seulement ce qui est essentiel. Le glissement des syndicats vers la droite était dû à l'exacerbation des contradictions sociales et interna-

² Note du traducteur : il s'agissait alors de la C.G.T. dirigée par Jouhaux après l'exclusion des staliniens.

tionales. Les leaders du mouvement syndical sentaient, comprenaient, ou étaient censés comprendre, que ce n'était plus le moment de jouer le jeu de l'opposition. Chaque mouvement d'opposition au sein du mouvement syndical, et spécialement au sommet, menace de provoquer un formidable mouvement de masses, et de créer ainsi des difficultés à l'impérialisme national. Ceci motive le glissement des syndicats vers la droite et la suppression de la démocratie ouvrière dans les syndicats. La caractéristique fondamentale, l'évolution vers le régime totalitaire, détermine tout mouvement ouvrier du monde entier.

Nous devrions rappeler également la Hollande, où non seulement le mouvement syndical réformiste fut un appui pour le capitalisme impérialiste, mais où la soi-disant organisation anarcho-syndicaliste était elle aussi sous le contrôle du gouvernement impérialiste. Le secrétaire de l'organisation, Sneevliet, en dépit de ses sympathies platoniques pour la IV^e Internationale, était, comme député au Parlement hollandais, en premier lieu intéressé à ce que les foudres du gouvernement ne s'abattent pas sur son organisation syndicale,

Aux Etats-Unis, le ministère du Travail, avec sa bureaucratie "gauchiste", s'est assigné comme tâche de subordonner le mouvement syndical à l'État démocratique et on doit dire que jusqu'à présent, cette tâche a été remplie avec quelques succès.

Le nationalisation des chemins de fer et des champs de pétrole au Mexique n'a évidemment rien de commun avec le socialisme. C'est une mesure de capitalisme d'État dans un pays arriéré qui cherche à se défendre de cette façon, d'une part contre l'impérialisme étranger, et d'autre part contre son propre prolétariat. La gestion des chemins de fer et des champs de pétrole sous le contrôle des organisations ouvrières n'a rien de commun avec le contrôle ouvrier sur l'industrie, car, en fin de compte, la gestion est entre les mains de la bureaucratie ouvrière, qui est, qui est bien indépendante des travailleurs, mais en retour complètement sous la dépendance de l'État bourgeois. Cette mesure de la part de la classe dirigeante vise à discipliner la classe ouvrière, et à la faire travailler davantage au service des "intérêts communs" de l'État, qui semblent se confondre avec les intérêts de la classe ouvrière elle-même. En réalité, toute la tâche de la bourgeoisie consiste à liquider les syndicats, en tant qu'organes de lutte des clas-

ses, et à les remplacer par la bureaucratie syndicale comme organe de direction de l'État bourgeois sur les ouvriers. Dans ces conditions, la tâche de l'avant-garde révolutionnaire consiste à conduire la lutte pour la complète indépendance des syndicats, et pour l'introduction du contrôle ouvrier véritable sur la bureaucratie syndicale présente qui a été transformée en administration des chemins de fer, des entreprises de pétroles etc...

Les événements de la dernière période, qui a précédé la guerre ont révélé, avec une clarté particulière, que l'anarchisme qui au point de vue théorique est toujours simplement du libéralisme poussé à l'extrême, était en pratique une propagande pacifiste dans le cadre de la république démocratique, dont il cherche la protection. Si nous faisons abstraction des actes terroristes individuels etc., l'anarchisme comme système de mouvement de masses et d'action politique ne représente que du matériel de propagande sous la protection pacifique de la légalité. Dans les moments de crise, les anarchistes font souvent l'inverse de ce qu'ils prêchent eux-mêmes en temps de paix. Ce fait fut signalé par Marx lui-même au sujet de la Commune de Paris.

Et il se répéta à une beaucoup. plus grande échelle dans l'expérience de la révolution espagnole.

Des syndicats démocratiques dans le vieux sens du terme, c'est-à-dire des organismes dans le cadre desquels différentes tendances s'affrontent plus ou moins librement, au sein d'une même organisation de masse, ne peuvent plus exister longtemps. Tout comme il est impossible de revenir à l'État démocratique bourgeois, il est impossible de revenir à la vieille démocratie ouvrière. Le sort de l'un reflète le sort de l'autre. Il est un fait certain que l'indépendance des syndicats, dans un sens de classe, dans leurs rapports avec l'État bourgeois, ne peut être assurée, dans les conditions actuelles que par une direction complètement révolutionnaire, qui est la direction de la Ne Internationale. Cette direction naturellement peut et doit être rationnelle et assurer aux syndicats le maximum de démocratie concevable dans les conditions concrètes actuelles. Mais sans la direction politique de la IVe Internationale, l'indépendance des syndicats est impossible.

Août 1940